

L'ÉCONOMIE KRACH, BOOM, MUE ?

PANNEAU D'INTRODUCTION GÉNÉRALE

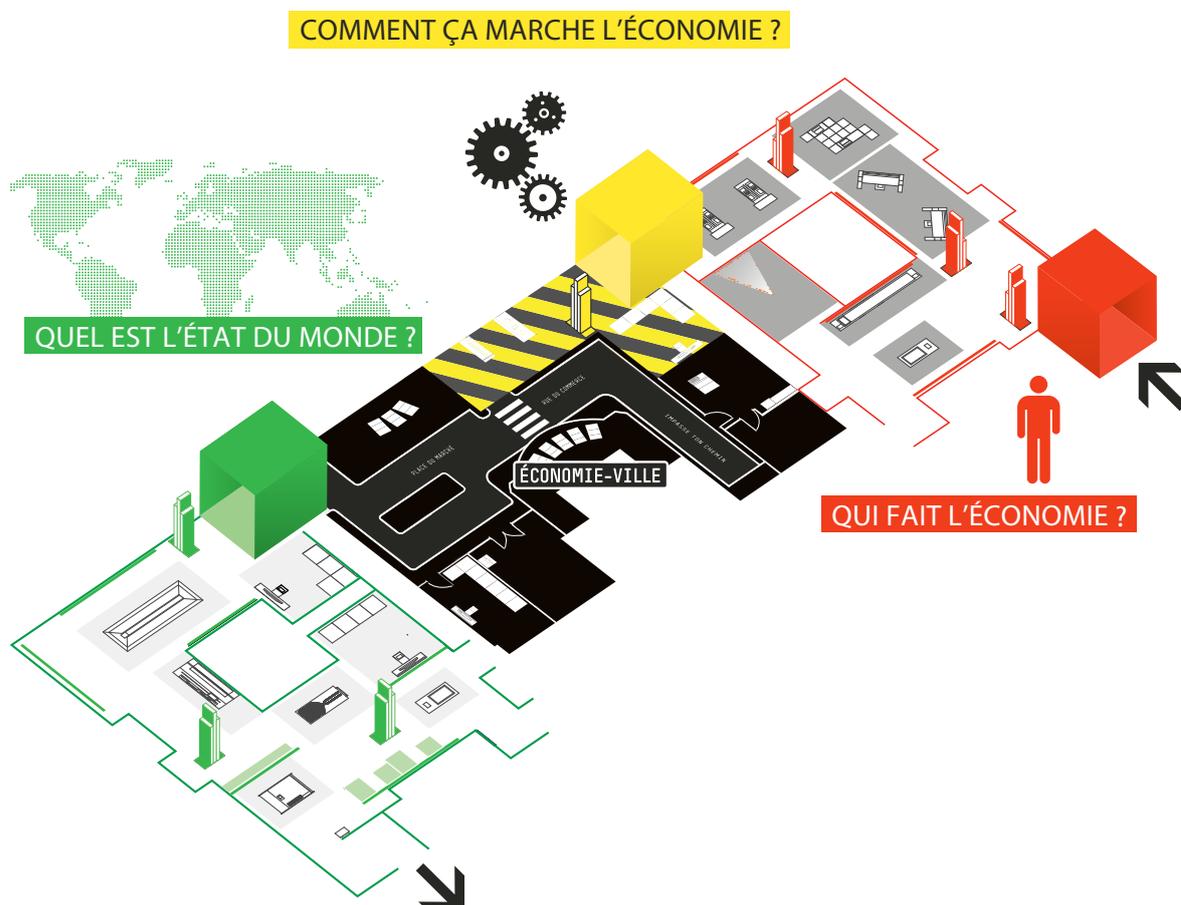
L'économie, c'est vous !

Pour beaucoup d'entre nous, l'économie est un sujet complexe et le discours des économistes un jargon inaccessible. Mais l'économie est aussi une science vivante au cœur de l'actualité. Elle fait l'objet de débats animés, largement relayés par les médias.

Cette exposition vise à vous familiariser avec quelques concepts de l'économie et à vous donner ainsi des repères utiles à la compréhension des enjeux économiques actuels. Elle privilégie une approche pédagogique et une mise en scène dynamique pour rendre accessibles les principaux ressorts des mécanismes économiques qui influent sur notre vie quotidienne.

La Cité des sciences et de l'industrie a réalisé cette exposition en partenariat avec la Banque de France afin de contribuer à une meilleure compréhension de l'économie. C'est aussi dans ce but que la Banque de France crée à Paris la future Cité de l'Économie et de la Monnaie qui verra le jour en 2015.

PLAN DE L'EXPOSITION Parcours organisé autour de trois questions



SÉQUENCE 1

QUI FAIT L'ÉCONOMIE ?

L'économie, c'est chacun d'entre nous qui la fait fonctionner, en tant que consommateurs et travailleurs, mais aussi lorsque nous décidons quel diplôme passer, dans quelle région nous installer ou comment épargner notre argent.

Cette première séquence vous implique personnellement car chacun d'entre vous est un acteur qui participe de multiples manières à l'économie dans laquelle il vit. Vous serez amené à voir la société avec l'œil d'un économiste, en recevant un aperçu des principaux objets d'étude et des méthodes utilisées dans cette discipline.

Sommaire

Acteur économique	Circuit	Comportement	Monnaie
Choix	Comparaison	Internationalisation	Théoriciens

1A Des individus et des organisations (*ilôt*)

1A1 – Sous-édito

L'économie peut être vue comme un système dont les acteurs (ménages, entreprises, État et banques) sont en interaction permanente. Tous produisent, consomment, empruntent, investissent, échangent des biens, du travail ou des capitaux, créant des flux de marchandises et des flux monétaires. Depuis deux siècles, grâce à la baisse des coûts du transport et des communications, ces échanges s'étendent au monde entier, même si une bonne partie de nos dépenses s'effectue encore localement.

1A2 – Le mur des échanges (*fresque*)

Échanges et confiance

L'économie s'appuie sur des échanges basés sur la confiance. La monnaie favorise ces échanges, qui sont parfois formalisés par des documents écrits. « La monnaie est acceptée... parce qu'elle est acceptée », écrivait Paul Samuelson (prix Nobel 1970). En effet, je l'utilise en confiance car je crois que tous le font. Cette confiance dans la stabilité de la monnaie a longtemps reposé sur le pouvoir politique. Elle dépend aujourd'hui de l'action de banques centrales.

Vitrines des monnaies

À quoi sert la monnaie ? À compter, échanger et conserver la valeur. Pour que ces trois fonctions soient assurées, la banque centrale contrôle la quantité de monnaie en circulation. Elle maintient ainsi la stabilité des prix, la valeur de la monnaie et le pouvoir d'achat. En effet, créer de la monnaie de façon illimitée ne permettrait pas de mieux satisfaire les besoins de tous. Les prix augmenteraient avec l'afflux d'une monnaie de plus en plus dépréciée dont chacun voudrait se débarrasser.

Grande légende 1

Les pré-monnaies

Pour faciliter leurs échanges, les sociétés humaines ont d'abord utilisé des objets dont la valeur utilitaire ou symbolique était reconnue par tous.

Grande légende 2

Les monnaies métalliques

L'attrait des métaux précieux et leur rareté influent sur la valeur des pièces de monnaie. Celle-ci dépend de leur poids et de la quantité d'or ou d'argent qu'elles contiennent.

Grande légende 3

Les monnaies fiduciaires

Pièces et billets représentent aujourd'hui moins de 10 % de la masse monétaire. Leur valeur n'a aucun lien avec celle des matériaux utilisés. Fixée par les autorités émettrices, elle repose sur la confiance des usagers.

Grande légende 4

La monnaie scripturale

Chèques, cartes de crédit, virements ou encore prélèvements : grâce à ces moyens de paiement, 90 % de la masse monétaire circule d'un compte bancaire à un autre par des jeux d'écriture comptable. Les banques créent de la monnaie scripturale par le crédit et la banque centrale s'assure que l'octroi de crédits par les banques est compatible avec le maintien de la stabilité des prix.

Vitrine des documents

Les contrats sont la trace écrite de transactions avec accords entre les parties. Ils comportent toujours les obligations de chacun des signataires. Mais tous les échanges ne font pas l'objet de contrats. Il existe également des documents attestant d'échanges non marchands, comme lorsqu'on verse un don ou paie ses impôts et que la contrepartie n'est pas prévue immédiatement.

1A3 – Circuit économique (audiovisuel)

1A4 – Reliez les acteurs (jeu multimédia)

Consigne

Découvrez les différents acteurs de l'économie et cherchez les liens qui les unissent.

1A5 – Les acteurs à la loupe (fresque)

Pour faire fonctionner l'économie d'un pays, il faut de nombreux acteurs. Ils sont interdépendants et prennent tous des décisions : produire, répartir les revenus, les dépenser... Pour mieux étudier leurs relations, on les range en cinq catégories aux fonctions bien distinctes : les ménages, les entreprises, les banques, l'État et les associations. Comme l'économie est mondialisée, il faut aussi étudier leurs liens avec des partenaires situés à l'étranger. D'où une sixième catégorie : « le reste du monde ».

Commentaire fresque 1

Les ménages

Un ménage regroupe l'ensemble des occupants d'un logement, avec ou sans liens de parenté. En effet, les personnes qui vivent sous le même toit partagent des revenus et des dépenses. De plus, elles s'entraident. Consommation, travail, épargne, éducation : les ménages sont des acteurs essentiels de l'économie.

Termes utilisés dans la fresque

Homme ou femme vivant seul	33,6%
Cohabitation sans lien de parenté	5,2%
Famille monoparentale	8,2%
Couple	25,9%
Couple avec enfant(s)	27,1%

Source : Insee, chiffres 2009

Commentaire fresque 2

Les entreprises

Les entreprises regroupent des sociétés et des entrepreneurs individuels engagés dans la production. Leur fonction principale est de concevoir, investir, produire et vendre des biens et des services autres que financiers. Elles cherchent généralement à ce que le prix de vente de leurs produits dépasse le coût de production pour dégager un profit.

Termes utilisés dans la fresque

Nbre de salariés d'entreprises (hors finance)	Nbre d'entreprises (hors finance)
0	2 238 522 individuels soit 65,41%
1 à 9	987 093 soit 28,84%
10 à 49	163 900 soit 4,79%
50 à 199	25 478 soit 0,74%
200 à 499	4 734 soit 0,14%
500 à 1 999	2 035 soit 0,06%
2 000 ou +	480 soit 0,02%

Source : Insee, chiffres 2010

Commentaire fresque 3

Les banques

Les banques regroupent les banques au sens strict et toutes les sociétés qui participent au financement de l'économie (assurances, fonds de placement, etc.). Elles servent d'intermédiaires entre ceux qui placent leur épargne et ceux qui ont besoin d'emprunter. Lorsqu'elles accordent un prêt, elles créent de la monnaie qui ne durera que le temps du crédit. La Banque centrale empêche la création excessive de monnaie et assure ainsi la stabilité des prix.

Termes utilisés dans la fresque

Banque centrale	1
Banques	700
Autres sociétés financières	60 000
Sociétés d'assurance et fonds de pension	1 100

Source : Insee, chiffres 2012

Commentaire fresque 4

L'État

L'État au sens large regroupe l'État central et ses administrations, au niveau national, les collectivités locales (régions, départements, communes) et les administrations de sécurité sociale. Sa principale fonction économique est de produire des services non marchands (gratuits ou presque) et de redistribuer des richesses. Il tire la majeure partie de ses ressources de prélèvements obligatoires : les impôts et les cotisations sociales.

Termes utilisés dans la fresque

Administrations publiques centrales
Administrations publiques locales
État central
Régions
Services publics généraux
Départements
Organismes d'administrations locales
Communes
Administrations de sécurité sociale et établissements de santé

Commentaire fresque 5

Les associations

Les associations regroupent les organisations à caractère humanitaire, social, culturel, les partis politiques, les syndicats, les organisations religieuses... Elles sont très diverses, avec un point commun : elles produisent gratuitement ou presque des services non marchands destinés essentiellement aux ménages. Elles sont financées principalement par des cotisations et dons volontaires, mais aussi parfois par des subventions publiques.

Termes utilisés dans la fresque

Partis politiques
Syndicats de salariés
Églises et associations culturelles
Associations au service des ménages
Fondations financées majoritairement par des fonds publics
Organismes d'action sociale financés majoritairement par des fonds publics
Établissements d'enseignement privé

Commentaire fresque 6

Le reste du monde

Cette catégorie comprend l'ensemble des acteurs économiques qui entretiennent, depuis l'étranger, des relations avec des acteurs résidant dans un pays. On y trouve des ménages, des entreprises, des banques, des États, des associations localisées à l'étranger, et même les ambassades étrangères installées dans le pays. Les échanges économiques avec l'extérieur sont recensés dans un document appelé « balance des paiements » où figurent, par exemple, les exportations et importations.

1A6 – Made in partout (dispositif)

Consigne

Choisissez l'un des produits et posez-le sur le tapis roulant. Le scanner va révéler où il a été fabriqué et quel parcours il a suivi.

Les échanges internationaux

Les échanges de produits sur de longues distances ne datent pas d'hier, comme en témoignent les marchandises qui transitaient par la route de la soie, au 2e siècle avant notre ère. Avec la mondialisation, ils ont pris une ampleur sans précédent. Les stratégies des entreprises se déploient sur le monde entier, pour s'approvisionner, délocaliser certaines étapes de la production ou conquérir de nouveaux marchés.

1A7 – Les photos « Made in France »

Vivre sans produits importés ?

« Et si nous ne devions vivre qu'avec des objets fabriqués en France ? » C'est la question posée par le photographe Matthieu Sartre. Ses clichés poussent la démarche jusqu'au bout : à gauche, la personne est dans son environnement habituel ; à droite, les objets fabriqués hors de France ont disparu. Nous voilà pris en flagrant délit de dépendance à la mondialisation ! Toutefois ces images ne représentent pas les services, qui restent essentiellement locaux : coiffure, restauration, santé...

Légende photo 1

Made in France. Diptyque 1. Nicolas Terrot, compositeur.

@ Matthieu Sartre, 2009

Légende photo 2

Made in France. Diptyque 2. Frédéric Guyon, moniteur de ski de fond.

@ Matthieu Sartre, 2010

Légende photo 3

Made in France. Diptyque 3. Jonathan Léger, vétérinaire.

@ Matthieu Sartre, 2010

1B La pensée économique (*ilôt*)

1B1 – Sous-édito

La pensée économique s'est véritablement construite à la fin du XVIII^e siècle. Elle s'est nourrie de débats passionnés sur la dynamique du capitalisme, l'intervention de l'État, le libre-échange ou la rationalité des choix... Chaque école a apporté de nouveaux outils et de nouvelles théories. L'utilisation croissante des mathématiques, depuis une cinquantaine d'années, n'y a rien changé : l'économie évolue avec son temps et les débats qui agitent la société. Ainsi, les crises des années 1930 et 1970 ont remis en cause les bases mêmes de la discipline, comme le fera sans doute à son tour la crise de 2008.

1B2 – L'histoire de la pensée économique (*fresque*)

Une histoire des pensées économiques

Depuis l'Antiquité grecque, la pensée économique suit les transformations de l'économie tout en étant influencée par le mouvement général des idées. Ainsi, c'est au cours de la Révolution industrielle, qu'Adam Smith a cherché à lui donner une forme scientifique. L'histoire de la pensée économique est jalonnée par l'apparition d'idées nouvelles créant de nouveaux courants de pensée qui s'opposent aux idées admises, et par des tentatives de synthèses.

La postérité des classiques

Dès l'Antiquité, Aristote montre que la monnaie se justifie par le besoin de mener des échanges équitables. En 1776, Adam Smith publie *La Richesse des nations* : les phénomènes économiques s'expliquent avant tout par les comportements d'individus rationnels guidés par leur intérêt. Depuis, ces grands principes ont été étayés par les courants des néo-classiques et des nouveaux classiques, ces derniers supposant qu'est utilisée toute l'information actuelle et anticipée.

L'influence de Keynes

Avec sa Théorie générale en 1936, John Maynard Keynes rompt avec le courant de pensée classique. Il insiste sur la complexité des motivations des agents économiques et sur la nécessité d'interventions publiques pour pallier les dysfonctionnements du marché livré à lui-même : chômage durable par exemple. Cette rupture inspirera des générations d'économistes à la recherche de nouveaux fondements pour expliquer des déséquilibres comme le chômage.

Le courant marxiste

L'œuvre de Karl Marx, notamment « Le Capital » dont le tome 1 paraît en 1867, pose deux principes : le travail étant seul producteur de valeur, le profit tire son origine de l'exploitation des travailleurs ; les classes sociales ont donc des intérêts divergents. Depuis, les économistes du courant de pensée marxiste et ceux qui s'en inspirent étudient en particulier les conséquences des inégalités entre groupes sociaux au sein des économies de marché.

Les institutionnalistes

Des auteurs de différentes époques ont concentré leur attention sur les institutions qui encadrent les interactions entre acteurs économiques. Il s'agit des règles juridiques ou sociales, écrites ou non, mais aussi des organisations qui les font respecter. Plusieurs générations d'économistes, historiens, sociologues, anthropologues ou politologues, étudient comment ces règles émergent, s'appliquent et évoluent.

Des approches renouvelées

Les recherches actuelles sont multiples. Par exemple, l'examen des motivations et des comportements individuels permet de cerner les limites du concept de rationalité. Les interactions sont vues sous l'angle de la théorie des jeux, chaque acteur anticipant la réaction des autres. L'étude des marchés souligne que le caractère coûteux de l'information peut créer des comportements moutonniers. D'autres modes d'organisation que les marchés sont envisagés. La définition et la mesure du bien-être entrent aussi dans l'analyse.

1492 Découverte des Amériques	1929 Krach
1740-1760 1 ^e révolution industrielle	1945-1973 les « 30 glorieuses »
1880-1914 2 ^e révolution industrielle	1977... Révolution numérique

Précurseurs	Néo-classiques	École de la régulation
Classiques	Néo-autrichiens	Approches renouvelées
École historique	Keynésiens	
Marxistes	Institutionnalistes	

Physiocrates	La synthèse	Rationalité limitée
Mercantilistes	Nouveaux classiques	Économie du bien-être
Post-keynésiens	Théorie des jeux	Néo-institutionnalistes
Néo-keynésiens	Informations et marchés	Économie expérimentale

Aristote (GR -384 /-322)	J. Robinson (UK 1903/1983)	K. Polanyi (HU 1886/1964)
F. Quesnay (FR 1694/1774)	J. Stiglitz (US 1943)	R. Selten (DE 1930)
J. Bodin (FR 1529/1596)	P. Krugman (US 1953)	J. Nash (US 1928)
A. Smith (UK 1723/1790)	J. Hicks (UK 1904/1989)	J. Tobin (US 1918/2002)
T. Malthus (UK 1766/1834)	A. Marshall (UK 1842/1924)	R. Merton (US 1944)
J.-B. Say (FR 1767/1832)	M. Friedman (US 1912/2006)	H. Simon (US 1916/2001)
D. Ricardo (UK 1772/1823)	K. Arrow (US 1921)	A. Sen (IN 1933)
F. List (DE 1789/1846)	G. Debreu (FR/US 1921/2004)	R. Coase (UK 1910)
K. Marx (DE 1818/1883)	R. Lucas (US 1937)	O. Williamson (US 1932)
W.S. Jevons (UK 1835/1882)	T. Sargent (US 1943)	E. Ostrom (US 1933/2012)
L. Walras (FR 1834/1910)	J. Schumpeter (AT 1883/1950)	D. Kahneman (IL/US 1934)
C. Menger (PL 1840/1921)	F. Hayek (AT 1899/1992)	
J. Keynes (UK 1883/1946)	T. Veblen (US 1857/1929)	

1B3 – Raconte-moi l'économie (audio)

1C Méthodologie des économistes (*flot*)

1C1 – Sous-édito

Même s'il y a un écart entre les intentions et la réalité, l'économie veut être une science. Mais une théorie scientifique doit être cohérente : elle ne peut affirmer une chose et son contraire. Elle se confronte constamment à la réalité. Cependant, la démarche scientifique bute sur des limites. Difficile de faire des expériences ! De plus, les économistes sont eux-mêmes impliqués dans les phénomènes qu'ils étudient. Enfin, leurs théories influencent les comportements des acteurs économiques, faussant ainsi l'observation !

1C2 – À chacun son choix (*fresque*)

Tout acte économique suppose de faire des choix, pour soi ou la collectivité. Pour beaucoup d'économistes, il est possible d'expliquer ces choix en supposant que les acteurs sont rationnels : ils ont de bonnes raisons de faire ce qu'ils font. Cette prise de décision repose sur quatre principes : la « contrainte de ressources », le « coût d'opportunité », la « décision à la marge » et le « système d'incitation ». Mais d'autres motivations échappent à la rationalité : l'imitation, l'intuition, l'impulsion... ou la gourmandise !

Consigne

Un tout de suite ou deux plus tard, cruel dilemme...

Un bonbon est placé devant vous. Vous avez le choix : déguster ce bonbon tout de suite ou attendre 30 minutes pour en recevoir un deuxième. Que décidez-vous ?

Question 1

« Pourquoi ne puis-je pas avoir tout le paquet de bonbons ? »

Réponse 1

Choisir parmi des ressources limitées

Vous n'avez le choix qu'entre un ou deux bonbons. Pas question d'emporter le paquet. Il en est ainsi pour chacune de nos prises de décision car toutes nos ressources sont limitées : nos revenus, notre temps, la taille de notre logement, comme les quantités de marchandises produites ou les matières premières.

Question 2

« Manger un bonbon tout de suite ou attendre pour en avoir deux ? »

Réponse 2

Choisir, c'est renoncer

Vous souhaitez satisfaire votre désir tout de suite ? Vous renoncez au deuxième bonbon. Vous voulez deux bonbons ? Vous renoncez au plaisir immédiat et patientez. Pour les économistes, ce à quoi on renonce pour obtenir quelque chose représente son coût véritable. C'est un « coût d'opportunité » : en travaillant, je renonce aux opportunités que m'offrent les loisirs par exemple.

Question 3

« Combien de temps suis-je prêt à attendre pour un bonbon supplémentaire ? »

Réponse 3

Choisir, c'est arbitrer

Pour choisir, vous devez anticiper les avantages et les inconvénients pour chaque option. Une fois la comparaison des coûts et bénéfices effectuée, vous décidez. Par exemple, un producteur augmente sa production tant que le prix de vente de la dernière unité produite est supérieur à son coût de production. C'est cette analyse que les économistes appellent des « décisions à la marge ».

Question 4

[Sourire]

Réponse 4

Choisir, pour améliorer sa situation

Deux bonbons vous donneraient beaucoup plus de plaisir ? Cette perspective vous incite à attendre
Les économistes étudient les incitations qui peuvent conduire les individus à changer de comportement pour tenter d'améliorer leur situation. Mais ils étudient aussi comment ces individus se trompent parfois et font pire en croyant faire mieux !

1C3 – À vous de jouer (tables de jeux)

1C4 – Faites parler les données (jeu multimédia)

Consigne

Découvrez comment les économistes utilisent des données statistiques individuelles pour en déduire des comportements collectifs.

L'Insee, c'est quoi ?

 L'Institut national de la statistique et des études économiques est le principal organisme de statistique publique en France. Ses gestionnaires d'enquêtes, statisticiens, économistes, informaticiens et enquêteurs utilisent des méthodes de recueil de données et d'analyse rigoureuses pour garantir la qualité des statistiques produites. Ces méthodes sont partagées par les autres pays d'Europe, au travers du code de bonnes pratiques de la statistique européenne.

Que fait l'Insee ?

L'Insee collecte et traite des informations sur la population, les entreprises et les administrations
Il publie de nombreuses études et des milliers d'indicateurs statistiques importants à connaître : population, naissances, chômage, emplois, indice des prix et pouvoir d'achat, produit intérieur brut, consommation, activités économiques, prévisions à court terme, logement, patrimoine, salaires
Tous ces indicateurs peuvent être librement consultés sur www.insee.fr.

1C5 – Comptez les bonbons (jeu multimédia)

Consigne

Estimez le nombre de bonbons ci-contre puis découvrez comment de nombreuses réponses inexactes permettent d'obtenir la bonne réponse.

La loi des grands nombres

En statistique, plus le nombre de données traitées est grand, plus le résultat sera fiable. Un exemple avec ce sondage : chaque visiteur de l'exposition évalue le nombre de bonbons et les réponses sont reportées sur un graphique. Si elles sont suffisamment nombreuses, elles se distribuent selon une courbe en cloche, dite « de Gauss » : le centre correspond à l'estimation la plus juste et la largeur à l'incertitude globale sur le nombre de bonbons.



La courbe de Gauss

SÉQUENCE 2

COMMENT ÇA MARCHE L'ÉCONOMIE ?

Lorsque des milliards d'individus choisissent leurs achats, leur mode de vie, leur métier, comment ces choix se combinent-ils ? Cette deuxième séquence de l'exposition est dédiée à l'étude des échanges sur les marchés et hors marché et aux systèmes de règles nécessaires pour les faire fonctionner.

Vous allez réfléchir sur des cas concrets et souvent familiers de l'économie, comme le marché du travail, l'économie domestique et sur d'autres moins bien connus, comme le marché des capitaux ou le rôle de l'État. Ici, vous expérimenterez des procédures simplifiées d'échange et participerez à des simulations. Il s'agit de rendre concrètes et pour ainsi dire palpables les forces qui structurent l'économie et la conduisent à un certain équilibre.

Sommaire

Bourse	Offre	État	Régulation
Budget	Demande	Maison	Stabilité des prix
Concurrence	Enchère	Marché	Travail

2A Les mécanismes du marché (*ilôt*)

2A1 – Sous-édito

Sur un marché donné, c'est la rencontre entre l'offre et la demande qui détermine les quantités échangées ainsi que les prix. Pour comprendre comment le système s'équilibre et comment il évolue, les économistes ont construit des concepts et des représentations simplifiées : courbes d'offre et de demande, concurrence parfaite ou notion d'élasticité. Ces outils permettent d'analyser les mécanismes essentiels qui régissent le fonctionnement des marchés, en dépit de leur diversité.

2A2 – Offre, demande et prix (*dispositif*)

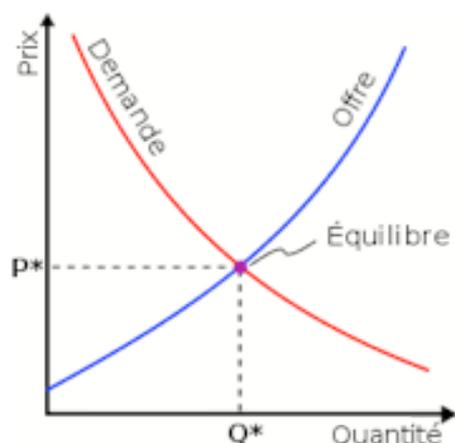
Consigne

Le prix du marché reste stable lorsque l'offre correspond à la demande. Tournez les molettes pour voir comment il évolue si la quantité offerte ou demandée varie !

La fixation du prix

Les courbes d'offre et de demande représentent les intentions de vente et d'achat d'un produit, pour différents prix. Lorsque le prix augmente, les vendeurs ont tendance à produire en plus grande quantité et l'offre s'accroît, tandis que les clients ont tendance à acheter moins, faisant diminuer la demande. Le prix d'équilibre se situe au croisement entre les deux courbes, quand la quantité offerte correspond à la quantité demandée.

Courbes de l'offre et de la demande pour différents prix



P^* : Prix d'équilibre
 Q^* : Quantité d'équilibre

2A3 – Élasticité de la demande

Consigne

Pour chaque produit, faites varier le prix et observez le comportement de la demande.

Étrange élasticité...

Lorsque le prix d'un produit augmente, logiquement, les consommateurs en achètent moins. Toutefois, cet ajustement de la demande est plus ou moins important selon les produits. La mesure de cette sensibilité de la demande, c'est l'« élasticité ».

Cependant, dans les cas décrits par les économistes Giffen et Veblen, cette logique ne s'applique plus. Quand les prix s'envolent, la consommation se concentre sur les produits de base, de sorte que leur demande s'accroît : on parle de biens « Giffen ».

Autre paradoxe : certains biens sont parfois d'autant plus demandés qu'ils sont plus chers, comme les produits de luxe ! Ce sont des biens « Veblen ».

2A4 – Concurrence (audiovisuel)

2A5 – Des marchés encadrés (fresque)

Les marchés peuvent-ils exister sans règles ? Évidemment non, répondent depuis longtemps les économistes ! Sur ce mur, vous trouverez des exemples de règles mises en place pour que les échanges entre acteurs économiques se déroulent correctement. Prenons la publicité : que serait votre vie de tous les jours si les entreprises communiquaient sur des caractéristiques que n'ont pas leurs produits ? Comment feriez-vous pour prendre une décision d'achat ?

Détail 1 : une publicité sur un mur

Réponse 1

Les publicités mensongères sont interdites. En France, ces pratiques sont surveillées par le ministère de l'Économie et sa Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Détail 2 : une habitation à loyer modéré

Réponse 2

Pour faciliter le logement des personnes à faible revenu, l'État construit des habitations dont les loyers sont inférieurs à ceux du marché : ce sont les HLM (habitations à loyer modéré).

Détail 3 : des personnes en train de téléphoner

Réponse 3

Depuis 1997, il existe en France un organisme indépendant qui veille à l'existence d'une concurrence loyale sur le marché des communications : l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep).

Détail 4 : la chaîne du froid (pour les produits alimentaires)

Réponse 4

Des règlements sanitaires imposent aux entreprises de maintenir les produits frais et surgelés à la température correcte tout au long de leur cheminement (fabrication, transport, stockage...). Ce respect de la chaîne du froid protège la santé des consommateurs.

Détail 5 : étiquette pour dire que ce produit est utilisable pour les enfants de moins de 18 mois

Réponse 5

L'étiquetage des jouets est obligatoire pour informer les consommateurs et protéger les enfants. Il indique le respect des normes de sécurité spécifiques à chaque âge.

Détail 6 : pratiques anticoncurrentielles

Réponse 6

En France, les ententes entre entreprises sur les prix de vente sont interdites. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) procède à des enquêtes et sanctionne éventuellement les entreprises.

Détail 7 : un client dans une banque

Réponse 7

En France, l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) protège les clients des banques et des assurances. Elle veille à la mise en place de pratiques commerciales équilibrées et contribue à la stabilité du système financier dans son ensemble. Elle veille aussi à limiter les frais abusifs ou les incitations au surendettement des ménages.

Détail 8 : une facture d'un achat en ligne

Réponse 8

Un achat sur Internet, tout comme en magasin, est un contrat qui oblige l'acheteur à payer et le vendeur à livrer la marchandise. En l'absence de règlement ou de livraison, chacune des parties peut obtenir réparation devant un tribunal.

Détail 9 : une étiquette avec un prix

Réponse 9

Si la quantité de monnaie en circulation dans l'économie augmente plus que les quantités de produits disponibles, leurs prix risquent d'augmenter fortement. La Banque centrale contrôle la quantité de monnaie dans l'économie pour garantir la stabilité des prix et donc la valeur de la monnaie.

2A6 – Les externalités (fresque)

Les économistes parlent d'externalité positive ou négative quand l'action d'un acteur économique a un impact favorable ou défavorable sur d'autres acteurs, sans contrepartie monétaire. L'État met en place des régulations pour favoriser les externalités positives et décourager les externalités négatives.

Picto 1 : La ruche

Réponse 1

L'objectif d'un apiculteur est de produire et vendre du miel. Ses abeilles butinent dans les champs et les vergers. Elles favorisent ainsi la pollinisation et le rendement des cultures des voisins. Ce service est rendu gratuitement : c'est une externalité positive.

Picto 2 : La formation

Réponse 2

Une entreprise finance une formation à un salarié. Elle améliore son efficacité mais lui permet aussi de trouver plus facilement du travail ailleurs. C'est alors l'entreprise qui l'embauche qui bénéficie de la formation. C'est une externalité positive.

Picto 3 : Les logiciels libres

Réponse 3

Plus les utilisateurs d'un système d'exploitation gratuit comme Linux sont nombreux, plus les sociétés d'informatique sont incitées à concevoir des logiciels compatibles. Cela renforce l'intérêt de Linux. C'est une externalité positive, dite « de réseau ».

Picto 4 : Les vaccins

Réponse 4

Les personnes qui se font vacciner contre la grippe ralentissent la propagation de l'épidémie et protègent ainsi les personnes non vaccinées sans qu'elles aient à assumer le coût d'une vaccination. C'est une externalité positive.

Picto 5 : Le ravalement

Réponse 5

Le ravalement de la façade d'un immeuble augmente sa valeur. Comme l'aspect du quartier s'améliore, cela a aussi un effet positif sur le voisinage. C'est une externalité positive.

Picto 6 : Les automobilistes

Réponse 6

Mieux former les automobilistes diminue le nombre d'accidents. Les compagnies d'assurance peuvent réduire les primes. Les conducteurs moins bien formés en bénéficient. C'est une externalité positive.

Picto 7 : L'embouteillage

Réponse 7

Pour se déplacer plus rapidement, de nombreux conducteurs prennent leur voiture. Un embouteillage se crée, le temps de déplacement s'allonge, les livraisons sont retardées. C'est une externalité négative.

Picto 8 : La pollution

Réponse 8

En période de croissance économique, l'augmentation de la production s'accompagne d'une hausse de la consommation d'énergie et de la pollution. C'est une externalité négative.

Picto 9 : Téléphoner en conduisant

Réponse 9

Téléphoner en conduisant favorise la survenue d'accidents avec d'autres véhicules. C'est une externalité négative.

Picto 10 : Une fête de nuit

Réponse 10

Une fête dans un appartement peut être bruyante et gêner les voisins. C'est une externalité négative.

Picto 11 : La cigarette

Réponse 11

Un fumeur fait partager la fumée de sa cigarette à son entourage, nuisant ainsi à la santé des autres. C'est une externalité négative.

2B Les sphères marchandes et non marchandes (ilôt)

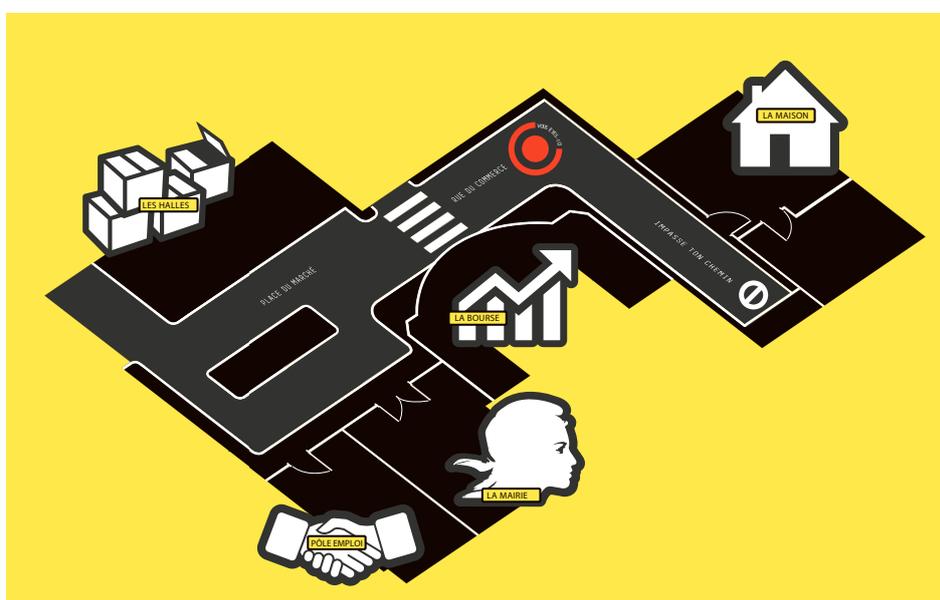
2B1 – Sous-édito

Dans une économie de marché, certains secteurs échappent à la sphère marchande. En France, par exemple, l'éducation, la santé ou la sécurité sont principalement prises en charge par l'État, qui garantit un accès quasi gratuit à ces services financés par des prélèvements obligatoires. Par ailleurs, les ménages produisent eux-mêmes des biens et des services : préparation des repas, jardinage, bricolage... Cette sphère domestique représente une grande partie de l'activité économique non marchande, notamment dans les pays les plus pauvres.

La ville imaginaire

Dans une économie de marché, les différentes sphères d'activités ne sont pas isolées. Elles interagissent. Voici une ville imaginaire, une miniature de l'économie dans son ensemble, avec ses sphères d'activités marchandes et non marchandes. L'organisation des échanges est une combinaison d'activités sur des marchés ou au sein des familles et d'interventions de l'État. La part de chaque sphère varie selon les époques.

Plan de la ville



2B2 – La bourse

Les marchés financiers

Certains acteurs ont besoin d'emprunter. D'autres épargnent et peuvent prêter. Les marchés financiers organisent leur rencontre. L'enjeu est que l'épargne soit valorisée en allant vers les projets les plus intéressants économiquement. En principe, le grand nombre d'acteurs qui gravitent sur les marchés financiers permet de mieux connaître et répartir les risques. Toutefois, il peut aussi se produire des effets de contagion : le marché s'emballe dans des « bulles spéculatives » qui enflent puis éclatent.

2B2-1 – Gérez votre portefeuille (jeu multimédia)

2B3 – Pôle Emploi

Le marché du travail est le lieu où se rencontrent l'offre de ceux qui souhaitent vendre des heures de travail contre un salaire et la demande des employeurs. On y négocie ce qui concerne l'emploi, mais dans le cadre de lois et règles qui fixent des limites : durée du travail, prix, pénibilité... Une fois le contrat conclu, la relation d'emploi entre salarié et employeur se perpétue pendant un temps plus ou moins long, sur la base de leur accord.

Bulles

L'ancienneté moyenne dans une entreprise est de 11 ans.

Chaque année, environ 20 % des individus ayant un emploi le quittent, volontairement ou pas.

Sur 100 postes de travail, 7 sont supprimés et 7 sont créés chaque année.

En France, la population active se définit comme l'ensemble des personnes âgées de plus de 15 ans qui exercent une activité professionnelle ou sont en recherche d'emploi.

En France, il y avait 28,4 millions d'actifs en 2011.

En France, il y avait 22,8 millions de salariés en 2011.

En France, il y avait 3 millions de non-salariés en 2011.

En France, il y avait 2,6 millions de chômeurs ne travaillant même pas une heure dans le mois en 2011, soit 9,2 % de la population active.

Source Insee: <http://www.insee.fr/fr/themes/>

2B3-1 – Marché du travail (audiovisuel)

2B4 – Les halles

Enchères pour tous

Sur les marchés, un grand nombre de biens et matières premières se négocient à travers un système d'enchères. Cependant ce type de vente n'est pas réservé qu'aux entreprises. Les particuliers achètent ou vendent de l'art, des meubles ou toutes sortes d'objets en salle des ventes et, de plus en plus, sur Internet. L'État lui-même vend régulièrement aux enchères des objets saisis, des biens immobiliers, des matériels d'occasion et même – pour se financer – des titres de dette.

Qu'est-ce qu'une enchère ?

Les enchères consistent en la mise en concurrence de plusieurs acheteurs pour l'achat d'une marchandise. Elles peuvent être montantes ou descendantes, se faire ouvertement ou à l'aveugle, avec ou sans limite de temps. Rapide, intense et efficace, ce type d'échange est resté populaire depuis l'Antiquité, tout en changeant de forme et d'objet : vente d'esclaves sur la place publique autrefois, vente du poisson à la criée ou dispersion de sa garde-robe sur Internet aujourd'hui !

2B4-1 – Achetez aux enchères (jeu multimédia)

2B5 – La mairie

L'État

L'État au sens large englobe toutes les administrations publiques. Ses activités échappent à la logique marchande. Au nom de la collectivité, il prélève des ressources sur les autres acteurs économiques. Les impôts et cotisations sociales lui permettent d'assurer des services gratuits ou *quasi* gratuits, comme l'éducation, la santé, la justice, et de verser des prestations sociales. Ainsi, l'État contribue à la cohésion sociale et au bien-être de chacun. Son budget est adopté chaque année par le Parlement sur proposition du Gouvernement.

2B5-1 – Recettes ou dépenses publiques ? (dispositif)

Consigne

Les pièces représentent des dépenses ou des recettes. À vous de les glisser dans la bonne colonne. Un doute ? Consultez les explications, puis validez pour vérifier vos réponses.

Les recettes publiques en 2011 : 1 015 milliards d'euros

Les ressources principales de l'État (au sens large) sont de deux types. D'une part, des cotisations sociales prélevées sur les salaires financent la protection sociale. D'autre part, des impôts

et taxes sont affectés à l'ensemble des dépenses publiques. Lorsque les recettes sont insuffisantes, l'État emprunte pour équilibrer son budget.

- **Vente de services aux ménages : 73 milliards d'euros**

Il s'agit par exemple des recettes générées par les tickets d'entrée à des établissements publics payants comme les piscines et les musées.

- **Impôts indirects (TVA et autres) : 305 milliards d'euros**

Ils sont inclus dans le prix de vente des produits puis reversés par les entreprises à l'État. À chaque achat, celui qui paye l'impôt est bien celui qui achète.

- **Impôts sur le revenu et sur le patrimoine : 225 milliards d'euros**

Ces impôts sont prélevés par l'État sur les revenus que les contribuables ont touchés au cours de l'année passée et sur ce qu'ils possèdent comme patrimoine (logement, placements, ...).

- **Cotisations sociales : 376 milliards d'euros**

Ces sommes sont prélevées sur les salaires par les employeurs et versées aux organismes de sécurité sociale.

- **Autres prélèvements obligatoires et autres transferts : 20 milliards d'euros**

- **Revenu des placements : 16 milliards d'euros**

L'État emprunte mais il place également des capitaux et en tire des revenus.

- **Financement par emprunt : 103 milliards d'euros**

Il s'agit de la somme qui manque pour équilibrer les dépenses et les recettes. L'État finance le déficit en empruntant.

- **Dépenses publiques en 2011 : 1 118 milliards d'euros**

À l'aide des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), l'État produit des services en grande partie gratuits et verse des prestations sociales. Il doit également payer des intérêts sur sa dette.

- **Fonctionnement de personnel : 264 milliards d'euros**

Il s'agit de l'ensemble des rémunérations des fonctionnaires et salariés de l'État au sens large.

- **Frais de fonctionnement : 119 milliards d'euros**

Il s'agit de l'ensemble des charges liées aux activités courantes : énergie, fournitures, ...

- **Charge de la dette : 52 milliards d'euros**

Ce montant correspond aux intérêts que l'État doit payer sur sa dette aux acteurs qui lui ont accordé des prêts.

- **Prestations sociales : 511 milliards d'euros**

L'État (au sens large) assure les individus et les familles contre divers risques (maladie, chômage, vieillesse, etc.) en leur versant des prestations moyennant le paiement de cotisations quand ils travaillent. Il verse aussi des prestations à ceux qui ne bénéficient pas d'un minimum de ressources (RSA par exemple).

- **Subventions et transferts en capital : 44 milliards d'euros**

Les subventions sont versées par l'État à des producteurs pour des motifs variés : encourager l'innovation ou la protection de l'environnement, soutenir l'emploi... Les transferts en capital correspondent à des prises de participation dans des entreprises ou à des prêts.

- **Dotations aux associations et contribution au budget européen : 65 milliards d'euros**

- **Investissements : 63 milliards d'euros**

Ces dépenses correspondent à l'acquisition de biens durables qui servent aux activités de l'État : hôpitaux, écoles, armement, routes, etc.

Source (En France, en 2011, source Insee)

http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=3.2&xml=t_3201

2B5-2 – Le budget des administrations publiques (fresque)

Les dépenses publiques recouvrent l'ensemble des dépenses des administrations publiques : État central, collectivités locales et organismes de sécurité sociale. Leur financement est assuré par les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et par des emprunts, quand cela ne suffit pas. Le Parlement vote chaque année la loi de finances qui fixe le montant des dépenses et des recettes et leur répartition entre les diverses fonctions assumées par l'État. La protection sociale (dépendance, retraite, chômage) est celle qui pèse le plus lourd, représentant 42,6 % des dépenses publiques en 2011.

D'où vient l'argent ?	%	Où va l'argent ?	%
Impôts	48,1	Protection sociale	42,6
Cotisations sociales	33,3	Santé	14,8
Emprunt	9,3	Services publics généraux	11,5
Recettes de production	6,5	Éducation	10,8
Autres transferts	1,4	Affaires économiques	6,2
Revenus de la propriété	1,4	Défense	3,2
		Logement et développement urbain	3,4
		Ordre et sûreté publics	3,1
		Loisirs, culture et religion	2,5
		Protection de l'environnement	1,9

Chiffres 2011,
en milliards d'euros,
source Insee

2B6 – La maison

L'économie domestique

Cuisine, lessive, bricolage, jardinage... Au sein des ménages, chacun exécute ces tâches quotidiennes sans rémunération. En France, cette économie domestique, marquée par le développement des appareils ménagers, représente en moyenne 24 heures par personne et par semaine. Les femmes en assument les deux tiers. Cette situation évolue : avec le travail des femmes et l'aide de l'État aux ménages, de plus en plus de tâches domestiques sont relayées par des services payants.

L'économie conviviale

Arroser les plantes du voisin, être bénévole dans une association, tenir un blog, toutes ces activités non rémunérées appartiennent à l'économie conviviale, qui diffère de l'économie domestique en ce qu'elle est tournée vers les autres, au-delà du cercle familial. Difficile à chiffrer car souvent non déclaré, le bénévolat correspond, en France, à environ 820 000 emplois à temps plein.

L'électroménager et nous

La diffusion de l'équipement électroménager a bouleversé le poids et l'organisation du travail domestique au sein des ménages tout en améliorant sensiblement leur bien-être. Les taux d'équipement sont parfois très élevés : près de 100 % des ménages sont équipés d'un réfrigérateur, 95 % d'un lave-linge, 87 % d'un congélateur. Ces produits sont devenus indispensables et libèrent du temps qui peut être employé à d'autres activités : du travail mais aussi des loisirs. Imaginez un instant que vous soyez obligé de faire toute la lessive de la maison à la main...

Source : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NA1non05156

2B6-1 – Valorisez votre temps (jeu multimédia)

Consigne

Utilisez cette calculatrice un peu particulière pour découvrir combien valent les tâches domestiques que vous réalisez vous-même ! [source Insee]

Sur les murs de la maison

Bulles

Dans la cuisine

En France, 40 % des femmes salariées modifient leurs horaires de travail dans les 12 mois suivant la naissance d'un enfant. 6 % des hommes en font autant.

Plus un ménage compte de personnes, plus il réalise d'« économies d'échelle » : par exemple, acheter un frigo ou se chauffer coûte plus cher à une personne seule qu'à un couple qui peut se répartir la dépense. Pour vivre heureux moins cher, vivons ensemble !

36 % de la population de 15 ans et plus sont engagés dans une action bénévole.

90 % des femmes et 50 % des hommes participent à la cuisine et à la vaisselle (en moyenne et tous les jours de la semaine confondus).

Si la production domestique était rémunérée au smic, elle équivaldrait à 33 % du PIB.

Dans le salon

2 % seulement des ménages comprennent 6 personnes et plus.

En France, en 2010, le travail rémunéré représentait environ 38 milliards d'heures. Le travail domestique, non rémunéré, représentait environ le double.

La France héberge près de 60 millions d'animaux de compagnie (plus d'un foyer sur deux), soit plus que tout autre pays de l'Union européenne.

Source : Agriculture.gouv.fr - Enquête France bénévolat 2010. Population et société Ined novembre 2009. Insee 2011

2B7 – L'économie numérique

L'économie numérique est plus facile à observer qu'à définir. Une chose est sûre : depuis 20 ans, le numérique a changé nos vies et notre société. Nouveaux métiers, nouveaux objets, nouveaux services... Le monde du travail s'est transformé et l'entreprise s'invite dans la sphère domestique, pour le meilleur et pour le pire. Les ménages découvrent de nouvelles façons d'acheter et de vendre. Ce n'est qu'un début : l'économie numérique est loin d'avoir épuisé son potentiel d'innovation... et sans doute de croissance.

Sur les murs du bureau

38,6 millions, c'est le nombre d'internautes en France.

77%, c'est le pourcentage de personnes qui achètent à distance (internet, téléphone, courrier) en France.

60 000, c'est le nombre d'emplois équivalents à un temps plein dans l'e-commerce en 2010.

1 200 €, c'est la dépense moyenne par an d'un acheteur sur internet.

12 %, c'est le pourcentage d'entreprises qui vendent en ligne.

58 %, c'est le pourcentage de salariés qui utilisent régulièrement un ordinateur.

4h 25, c'est le temps moyen consacré par un individu à écouter de la musique sur internet au cours d'une semaine type.

2h30, c'est le temps moyen passé par jour devant un écran sur le temps libre en France.

Source : Fevad, janvier 2011 / Insee / Rapport Hadopi.

2B8 – L'économie souterraine

L'économie souterraine, ou dissimulée, recouvre des formes très variées d'activité non déclarée. Il s'agit d'activités illégales comme la contrefaçon, le trafic de la drogue, le vol..., mais aussi d'activités tout à fait légales exercées de façon dissimulée pour échapper aux impôts et charges sociales : le « travail au noir ». Il est difficile de comptabiliser l'économie souterraine dans le PIB, il faut se contenter d'estimations. En France, les entreprises sont concernées pour près de 68 milliards d'euros et les ménages pour environ 3 milliards d'euros (Insee, mai 2011).

Source : Direction générale des douanes ; Direction générale des finances publiques (DGFIP) ; Insee ; Assemblée nationale, Rapport sur la lutte contre la fraude sociale ; Xavier Raufer et Stéphane Quéré, Le crime organisé, PUF, coll. Que sais-je ?.

Consigne

Pour découvrir les réponses aux questions posées sur la palissade, regardez par les ouvertures.

Question 1

Combien de tonnes de tabac ont été saisies par les douanes en 2011 ?

Réponse 1

462 tonnes.

Question 2

À combien de milliards sont évalués les revenus liés au proxénétisme en 2011 ?

Réponse 2

Près de 2 milliards d'euros soit environ 0,1 % du PIB.

Question 3

Quelle proportion des contrôles fiscaux a donné lieu à des pénalités en 2010 ?

Réponse 3

21 % des contrôles fiscaux, soit 10 966 fraudes constatées.

Question 4

Combien de millions d'articles contrefaits ont été saisis par les douanes en 2011 ?

Réponse 4

9 millions.

Question 5

Combien de milliards représentent les fraudes aux prestations sociales ?

Réponse 5

Près de 5 milliards d'euros, soit 1 % des paiements.

Source : Direction générale des douanes. Direction générale des finances publiques (DGFIP) Insee. Assemblée nationale, Rapport sur la lutte contre la fraude sociale. Xavier Raufer et Stéphane Quéré, Le crime organisé, PUF, coll. Que sais-je ?

SÉQUENCE 3

QUEL EST L'ÉTAT DU MONDE ?

Cette dernière séquence introduit les grands indicateurs de l'état d'une économie que sont le PIB, la croissance, l'inflation, la valeur ajoutée, etc. Il s'agit d'expliquer comment ils sont construits et de saisir leurs limites en tant que mesures de la santé d'une économie et du bien-être des individus. En découvrant des épisodes historiques de crise, qui peuvent servir de repères pour penser la période actuelle, vous comprendrez notamment comment une crise financière peut avoir un impact sur l'ensemble des secteurs de l'économie.

À la fin de cette séquence, vous serez confronté aux interrogations les plus actuelles sur l'état de l'économie mondiale : est-ce que le PIB est un bon indicateur du bien-être des populations ? Comment concilier croissance et développement durable ?

Sommaire

Bonheur	Crise	Croissance	Économiste
Europe	Histoire	Innovation	Monde

3A Comprendre la croissance (*ilôt*)

3A1 – Sous-édito

On parle de croissance lorsqu'une économie produit des biens et services en quantité toujours plus grande. La croissance est liée à un ensemble de facteurs : capitaux investis, travail, progrès technique. Ce processus peut aussi être décrit comme une « destruction créatrice », au fur et à mesure que des innovations font apparaître certaines activités et en font disparaître d'autres.

Jusqu'aux années 1970, la croissance concernait essentiellement l'Europe, les pays d'émigration européenne (Amérique du Nord et Australie notamment) et le Japon. Depuis, elle se développe fortement dans de nombreux pays émergents. Leur PIB par habitant est encore faible, mais certains rattrapent peu à peu le niveau de vie des pays développés.

3A2 – Croissance (*audiovisuel*)

3A3 – Les sources de la croissance (*fresque*)

Quels sont les moteurs de la croissance économique d'un pays ? D'une part, il y a les heures de travail effectuées par tous ceux qui ont un emploi et, d'autre part, les équipements qu'ils utilisent pour produire (outils, machines, locaux, logiciels...). Plus ces facteurs sont nombreux, plus le PIB potentiel est élevé. Mais ce n'est pas tout. Le PIB croît surtout par la combinaison plus efficace de ces facteurs : meilleure organisation, nouvelles machines, travailleurs mieux formés,...

Facteurs de croissance « extensive »

• Travailleurs

L'augmentation du nombre d'heures travaillées est un élément essentiel pour la croissance à long terme d'un pays. Elle dépend de facteurs démographiques (nombre de naissances, flux migratoires,...), mais aussi de la durée du travail, de l'âge de départ à la retraite ou des périodes de chômage.

• Équipements et locaux de travail

Les machines, les usines, les bureaux, par exemple, forment ce que les économistes appellent le stock de « capital ». Son augmentation joue un rôle moteur sur la croissance, car les travailleurs peuvent ainsi produire plus de biens et de services.

Facteurs de croissance « intensive »

• Éducation

Un niveau d'éducation élevé améliore l'efficacité des travailleurs et leur facilité d'adaptation aux évolutions de leur environnement professionnel. Favoriser la formation, c'est-à-dire le « capital humain », c'est renforcer l'impact du travail sur la croissance.

• Recherche

La recherche fondamentale ou appliquée favorise le cumul des connaissances et le développement d'idées et de procédés novateurs. Augmenter les dépenses de recherche revient donc à multiplier les choix de production et à stimuler la croissance.

• Innovations techniques

Grâce aux innovations techniques, les entreprises commercialisent des produits nouveaux ou améliorent la manière de les produire. Elles répondent mieux à la demande de leurs clients et développent leur activité.

• Organisation du travail

Au XVIII^e siècle, Adam Smith voyait dans la spécialisation par métiers et la division du travail la source de la « richesse des nations ». Sur ce principe, de grands ingénieurs comme Taylor puis des entrepreneurs comme Ford ont rationalisé la production industrielle. D'autres formes d'organisation ont suivi, toujours avec le but d'améliorer l'efficacité de la production, facteur de croissance.

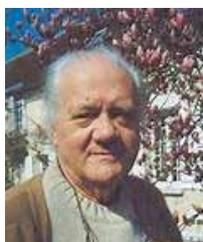
3A4 – Le PIB sur 2 000 ans (*sculpture*)

Consigne

Suivez la courbe pour observer l'évolution du PIB par habitant sur différents continents, de l'an 1 à nos jours.

Légende mobilier

Cette sculpture représente l'estimation du PIB mondial par habitant de l'an 1 à nos jours.

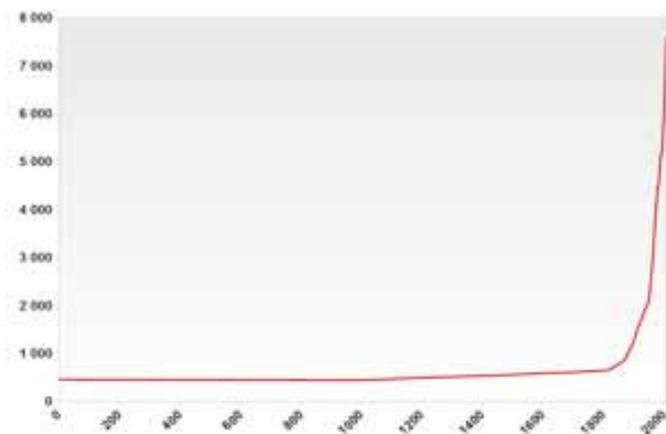


Angus Maddison

Angus Maddison (1926-2010), économiste et historien britannique, a étudié l'histoire de la croissance économique dans différentes régions du monde, sur 2000 ans. Ses travaux décrivent comment certains pays sont devenus riches, tandis que d'autres sont restés pauvres ou le sont redevenus. Il est le premier, même si ses estimations sont incomplètes, à avoir analysé la croissance mondiale sur une telle échelle de temps.

L'évolution du PIB par habitant sur 2 000 ans

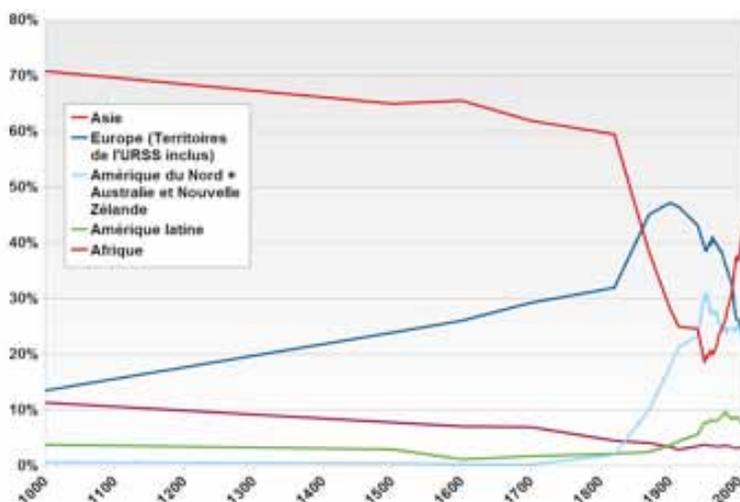
Le PIB mondial par habitant a connu une croissance moyenne très faible jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, alternant périodes de développement et périodes de déclin. Entre l'an 1 et l'an 1820, il aurait été multiplié par 7, soit 0,1 % de croissance moyenne par an seulement ! La révolution industrielle marque un tournant : au XIX^e siècle, le PIB mondial par habitant est multiplié par 3, et par plus de 25 depuis 1900 !



L'évolution du PIB par habitant sur 2000 ans
Ordonnées: PIB moyen par habitant à l'échelle mondiale en dollars de 1990
Abscisses: années

La répartition des richesses

En l'an 1000, l'Asie est la première région économique de par sa population et son PIB. Elle connaît pourtant peu de différence de niveau de vie avec le reste du monde. Avec la Révolution industrielle, ce sont les pays européens qui creusent l'écart : leur production augmente toujours plus vite, bien plus vite que leur population ! Au cours du XX^e en Asie notamment, connaissent à leur tour une croissance forte. D'autres régions, comme l'Afrique, restent encore exclues de ce rattrapage.



La répartition des richesses dans le monde

Ordonnées : pourcentage du PIB mondial

Abscisses : années

Les données historiques

Avant le milieu du XX^e siècle, il n'existait pas de statistiques économiques précises. Comment Maddison a-t-il fait pour évaluer les PIB du passé ? Il a réuni les données fiables les plus récentes et compilé les travaux d'autres historiens de l'économie, puis converti l'ensemble en une même unité monétaire (le dollar de 1990). Ce travail monumental est reconnu comme exceptionnel, même s'il fait l'objet de critiques importantes.

3A5 – Zones d'intégration régionale dans le monde (fresque)

Pour renforcer leur développement économique, les pays ont tendance à se regrouper pour former des zones d'intégration. On peut distinguer quatre étapes de regroupement classées par degré d'intégration croissant :

1. le libre-échange (suppression des obstacles aux échanges de marchandises) ;
2. le marché commun (libre circulation des capitaux et des personnes) ;
3. l'union économique (politiques économiques communes) ;
4. l'union monétaire (même monnaie pour tous les pays).

Pour chacun de ces niveaux, la carte propose quelques exemples. Les avez-vous trouvés ?

Textes de l'encadré sur l'Europe

Chronologie de la construction européenne

1957 Traité de Rome

1986 Acte unique européen

1992 Traité de Maastricht

1999 Introduction de l'euro, politique monétaire unique (BCE/Eurosystème)

3A6 – Le cycle de l'innovation (fresque)

La courbe de vie d'un produit représente l'évolution de ses ventes au cours de quatre phases successives : lancement, croissance, maturité, déclin. Une innovation en chasse une autre et chaque produit nouveau suit le même cycle comme l'illustre l'exemple des supports de musique enregistrée, du disque vinyle à la mémoire flash, en passant par la cassette audio et le disque compact.

Objet 1

Disque vinyle

Texte objet 1

Le premier disque vinyle est commercialisé en 1948. Il se développe dans les années 1950 et devient le moteur de l'industrie de la musique dans les années 1960 et 1970.

Objet 2

Cassette audio

Texte objet 2

En 1963, la cassette audio est mise sur le marché et conquiert la position dominante au niveau mondial à la fin des années 1970. L'apparition du disque compact au début des années 1980 amorcera son déclin progressif.

Objet 3

Disque compact

Texte objet 3

Le premier disque compact est commercialisé en 1982. Il atteint son apogée dans les années 1990. À partir des années 2000, ses ventes diminuent sous la poussée des lecteurs MP3.

Objet 4

Mémoire flash et disque dur

Texte objet 4

Le premier baladeur à disque dur est commercialisé en 1999. Les supports numériques se multiplient et envahissent le marché. Quelle sera la prochaine innovation qui détrônera mémoire flash et disque dur ?

Légendes sur la première courbe

Lancement

Lors du lancement d'un produit, les quantités vendues sont faibles, avec un coût de production important par exemplaire. Il faut le faire connaître, les frais de communication sont élevés.

Croissance

Les ventes augmentent, la production suit, le coût de production par exemplaire diminue. Il faut élargir la clientèle tout en fidélisant les premiers clients.

Maturité

Le coût par exemplaire est au plus bas, les ventes sont régulières et stables. Reste à maintenir la position du produit sur le marché face aux innovations qui apparaissent.

Déclin

Le déclin s'annonce : de nouvelles innovations deviennent plus abordables et les ventes des produits précédemment adoptés chutent.

3A7 – 150 ans de croissance en France (dispositif)

Consigne

Déplacez l'écran le long de la frise chronologique pour voir les événements qui ont marqué l'économie française.

Comment mesurer la croissance avec le PIB ?

Le produit intérieur brut (PIB) correspond à la valeur de tous les biens et services produits sur le territoire national pendant une période donnée. Il augmente avec les quantités produites, mais aussi avec la hausse des prix. L'économiste qui évalue la croissance s'intéresse surtout aux quantités produites : si la valeur du PIB croît de 4 % mais que les prix ont augmenté de 2 %, la croissance mesurée sera de 2 % seulement !

3B Traverser la crise (flot)

3B1 – Sous-édito

Les économies connaissent des périodes de crise : une rupture d'équilibre et des changements durables peuvent apparaître. Ces crises se répètent, sous des formes variées. Quand elles sont très fortes, elles se propagent d'un secteur économique à l'autre ou à travers le monde. On parle alors d'« effet domino ». À court terme, les États réagissent : ils tentent d'empêcher le déclenchement ou la propagation des crises, ils prennent des mesures pour modérer leurs effets. À plus long terme, les conséquences des crises imposent une évolution des structures de l'économie et de ses règles de fonctionnement.

3B2 – Une crise peut en cacher une autre (fresque)

Une crise économique est une rupture brutale dans le fonctionnement habituel d'une économie. Elle résulte en général d'une accumulation de déséquilibres. Selon l'origine de ces déséquilibres, on parle par exemple de crise boursière ou bancaire, de crise de change, de la dette, ou de crise de subsistance. Elle se traduit le plus souvent par une baisse importante de l'activité économique, par des faillites et une hausse du chômage. Sa sévérité dépend de l'ampleur du déséquilibre initial mais aussi des politiques mises en œuvre pour la juguler.

Crise 1

Crise financière de 1819

États-Unis	Crise bancaire	Ampleur nationale
------------	----------------	-------------------



Uncle Sam regarde les fermiers américains émigrer au Canada [carte postale].

Crise 2

1845-1848 - La grande famine de la pomme de terre

Irlande surtout	Crise de subsistance	Ampleur nationale
-----------------	----------------------	-------------------



« Revue de la reine d'Angleterre en Irlande » : on cache la famine à la reine Victoria (1819-1901) [caricature par Cham (1819-1879) tirée du Charivari en 1849].

Crise 3

Krach de 1873

Autriche (bourse de Vienne), puis propagation et période de grande stagnation

Crise boursière et bancaire

Ampleur multinationale



« La catastrophe boursière de Vienne du 9 mai » 1873, réaction du peuple suite au krach de la bourse [gravure sur bois d'après un dessin de Joseph Eugen Hörwarter].

Crise 4

1882 - Banqueroute de l'Union générale et krach (France)

Crise bancaire et boursière

Ampleur nationale



« Le Krach », tiré du journal « L'Illustration » du 4 février 1882, est une allusion au krach de la Banque de l'Union générale en janvier 1882 et à la crise boursière qui en résulta (dessin d'E. Ziem).

Crise 5

Panique bancaire de 1907

États-Unis, puis diffusion internationale

Crise bancaire et boursière

Ampleur mondiale



Les clients se ruent vers les banques, tout comme ici devant la « Nineteenth Ward Bank » à New York, entre 1907 et 1914.

Crise 6

1923 - Hyperinflation sous la république de Weimar

Allemagne Hyperinflation Ampleur nationale

À la sortie de la Première guerre mondiale, l'État allemand fait face à de graves difficultés financières, aggravées encore par les demandes de « réparations » des alliés. La Banque centrale finance ces déficits par la création de monnaie. La hausse des prix s'accélère en 1923 et la confiance dans la monnaie disparaît : les prix sont réajustés d'heure en heure, et tous ceux qui détiennent de la monnaie cherchent à s'en débarrasser.



A Berlin, une femme brûle ses vieux billets dans son poêle, après qu'ils eurent perdu leur valeur au moment de l'introduction du Rentenmark, le 15 novembre 1923, pour restreindre l'hyperinflation.

Crise 7

1929-1937 - Grande Dépression des années 1930

États-Unis, puis la plupart des pays développés à économie de marché Crise boursière Ampleur mondiale

Aux États-Unis, durant les années 1920, le cours des actions flambe sous l'effet d'une bulle spéculative qui touche aussi l'immobilier. Le 24 octobre 1929, la bourse de New York s'effondre, déclenchant une crise de très grande ampleur. Des banques font faillite, puis la crise se répercute jusqu'en Europe sous l'effet des interdépendances financières. Son impact se prolonge jusqu'à la seconde guerre mondiale.



Chômeurs à New York, dans « La Domenica del corriere », 1930.

Crise 8

1973 - Choc pétrolier et ralentissement de la croissance

États-Unis, Europe occidentale et Japon Crise structurelle Ampleur multinationale

En 1973, dans un contexte de tensions internationales liées à la guerre du Kippour au Moyen-Orient, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décide de limiter fortement les quantités exportées ce qui entraîne une hausse brutale du prix du pétrole, jusque là bon marché. Pour les pays développés, cet événement marque la fin des années de croissance rapide. Il se conjugue avec des causes profondes comme le ralentissement du rythme des innovations. Un second choc de nature similaire intervient en 1979.



Novembre 1973 : suite à la hausse brutale des prix du pétrole, les autorités hollandaises ont interdit l'utilisation des véhicules automobiles le dimanche.

Crise 9

1979 - Second choc pétrolier

Pays industrialisés Crise structurelle Ampleur multinationale



Pénurie d'essence à New-York le 1^{er} juin 1979.

Crise 10

1982 - La crise des dettes souveraines dans certains pays en voie de développement

Mexique, puis autres pays d'Amérique du Sud et d'Afrique Crise de la dette Ampleur multinationale

Vers la fin des années 1970, des crédits en dollars à des taux attractifs sont accordés à de nombreux pays en développement. Le déficit et l'endettement extérieurs de ces pays se creusent. Survient en 1979 un resserrement de la politique monétaire des États-Unis. Le coût des emprunts s'envole. En 1982, le Mexique est le premier pays à suspendre ses remboursements, provoquant une défiance et une crise financière internationale.



Les chômeurs attendent à Mexico, dans l'espoir d'un emploi. Boîtes d'outils et panneaux annoncent leurs professions - électricien, plombier, bricoleur.

Crise 11

1992 - Crise de change dans le système monétaire européen (SME)

Royaume-Uni, France, Espagne, Italie Crise de change Ampleur multinationale

Vers la fin des années 1970, des crédits en dollars à des taux attractifs sont accordés à de nombreux pays en développement. Le déficit et l'endettement extérieurs de ces pays se creusent. Survient en 1979 un resserrement de la politique monétaire des États-Unis. Le coût des emprunts s'envole. En 1982, le Mexique est le premier pays à suspendre ses remboursements, provoquant une défiance et une crise financière internationale.



Le 14 septembre 1992, au Milan Stock Exchange, le cours des actions s'envole suite à la décision, la veille, de dévaluer la lire par rapport aux autres devises du système monétaire européen.

Crise 12

1994 - Crises des pays émergents

Mexique (1994), Asie (1997), Argentine (2001) Crise de change Ampleur multinationale

Crise 13

Vers 2000-2001 - Éclatement de la bulle Internet

Tous pays Crise boursière Ampleur mondiale



Chute de l'indice Dax à la bourse de Francfort.

Crise 14

2007 - Crise des subprimes

États-Unis, puis diffusion internationale Crise bancaire et boursière Ampleur mondiale

En 2007, une bulle spéculative immobilière éclate aux États-Unis. Les emprunteurs les plus modestes ne peuvent plus rembourser leurs crédits. Le prix des logements s'effondre, les banques sont en difficulté. Les titres boursiers liés à la valeur des crédits immobiliers chutent. La défiance s'installe dans le système financier, conduisant à une crise économique internationale majeure.



L'une des nombreuses maisons abandonnées et vandalisées à Cleveland, en raison de l'effondrement des crédits sur l'immobilier, en 2008.

Crise 15

À partir de la fin 2009 - Crise des dettes souveraines dans la zone euro

Zone euro (en particulier Grèce, Portugal, Espagne, Italie)	Crise de la dette	Ampleur multinationale
---	-------------------	------------------------



Manifestation en masse à Lisbonne contre l'austérité, le 12 juin 2010.

3B3 – Effet domino (dispositif)

Consigne

Assemblez les modules. Faites basculer le premier domino pour observer l'effet domino. Vous pouvez empêcher un domino de chuter pour enrayer la crise.

Qu'est-ce que l'effet domino ?

Je n'ai plus d'emploi, j'achète moins, mon épicier s'appauvrit... À l'échelle de l'économie d'un pays, la crise se répercute ainsi, de proche en proche, faisant chuter des secteurs encore indemnes. D'abord localisée, elle se propage ainsi à l'économie tout entière.

L'« effet domino » est une image forte, mais pessimiste car elle sous-entend que rien ne peut stopper ce processus. Or les États interviennent pour essayer de stopper la propagation de la crise.

L'effet domino et les limites de la prévision

Une économie est un système d'interactions si complexe que prédire son évolution est très difficile. Par exemple, les acteurs financiers sont reliés entre eux à tel point que la défaillance de l'un d'entre eux peut provoquer la chute de tous les autres. Mais quand ? Avec quelle ampleur ? De fait, la prévision ne devient réellement possible que lorsque le mécanisme s'enclenche... et qu'il est déjà trop tard ! C'est pourquoi les crises prennent souvent la majorité des économistes par surprise, même si certains avaient forgé les outils pour les analyser.

Effet domino de la crise des subprimes

- Crise immobilière

Début des années 2000 : les taux d'intérêt sont très bas aux États-Unis ; les ménages souscrivent massivement des crédits immobiliers, même les plus pauvres.

2004 : la Banque centrale relève progressivement ses taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation.

Été 2007 : certains ménages ne peuvent plus rembourser leurs emprunts, les maisons sont mises en vente, le prix de l'immobilier dégringole.

- Crise bancaire

« Titrisation » : les banques transforment les crédits immobiliers accordés en titres financiers qu'elles dispersent en les revendant... à d'autres.

La valeur de ces titres baisse à cause de la crise immobilière. Le risque qu'ils représentent pour les banques s'accroît.

Les banques ne se font plus confiance, les emprunts entre banques deviennent difficiles.

- Crise financière

« Contraction des crédits » : les conditions d'octroi du crédit se durcissent dans beaucoup de pays.

Les cours chutent sur les marchés financiers qui sont touchés les uns après les autres.
Certains acteurs financiers font faillite, fragilisant leurs partenaires.

- **Contagion à l'économie réelle**

Le secteur de la construction est en crise.

Hausse du chômage, baisse du pouvoir d'achat : la consommation ralentit.

Ralentissement de la croissance mondiale.

Source : Archives du Journal des finances - Comment la crise des subprimes se propage à l'économie réelle - 26/01/2008.

3B4 – Crise (audiovisuel)

3C Concilier croissance et développement durable (flot)

3C1 – Sous-édito

Après deux siècles de développement économique, de nouveaux problèmes se posent : pollution, ressources plus rares et mal réparties, nouvelles maladies... Dans les pays développés, les trente dernières années ont vu grandir les inégalités et la précarité des non-qualifiés. Des pays émergents comme le Brésil ou la Chine connaissent une croissance soutenue mais elle est loin de bénéficier à tous.

La croissance pour tous est-elle possible en préservant l'environnement ? Le développement durable implique d'inventer de nouvelles manières de produire et consommer, mais aussi d'imaginer une nouvelle définition de la richesse et du bien-être, au-delà du PIB.

3C2 – Choisissez votre indicateur (jeu multimédia)

Consigne

Classez les pays du monde selon différents indicateurs économiques. Construisez votre propre indicateur de développement durable en choisissant vos critères.

Le PIB fait-il le bonheur ?

En 1972, le roi du Bhoutan met en place une mesure du « bonheur national brut » aux côtés du « produit intérieur brut ». Cette idée que le bonheur ne se résume pas aux dimensions monétaires inspire en 1990 l'Indice de développement humain qui prend en compte le revenu, mais aussi la santé ou l'éducation. Selon ce critère, le Bhoutan n'était classé que 141^e sur les 187 pays des Nations-Unies en 2011 ! Mais le bonheur est avant tout une sensation subjective que les statisticiens peinent à mesurer.

3C3 – Imprimez votre billet (dispositif)

Consigne

Entrez dans la cabine et créez des billets factices à votre effigie.

3C4 – Paroles d'économistes (audiovisuel)

Consigne

Choisissez votre expert ou le sujet qui vous intéresse :

- **Croissance et bien-être** : la croissance rend-elle heureux ?
- **Développement durable** : la croissance doit-elle être limitée ?
- **Crises** : pourquoi reviennent-elles toujours ?
- **L'économiste** : quel est son rôle dans la société ?

Experts interrogés :

Michel Aglietta ; Agnès Bennassy-Quéré ; François Bourguignon ; Jean-Marc Daniel ; Olivier Garnier ; Marc-Olivier Strauss-Kahn ; David Thesmar.